

Der Grosse Rat Le Grand Conseil
des Kantons Bern du canton de Berne

Montag (Nachmittag), 31. August 2020 / Lundi après-midi, 31 août 2020

Staatskanzlei / Chancellerie d'Etat

7 2020.RRGR.167 Motion 116-2020 Hamdaoui (Biel/Bienne, CVP)
Gratiszeitungen in Gefahr!

7 2020.RRGR.167 Motion 116-2020 Hamdaoui (Biel/Bienne, PDC)
Presse gratuite en danger !

Präsident. Wir kommen zu den Geschäften der Staatskanzlei, als Erstes eine Motion von Grossrat Hamdaoui, Traktandum 7: «Gratiszeitungen in Gefahr!» Monsieur Hamdaoui, vous avez la parole.

Mohamed Hamdaoui, Biel/Bienne (PDC). Tout d'abord, mes déclarations d'intérêt : je suis journaliste et je travaille pour un des journaux gratuits concernés par ma proposition, à savoir, et c'est important, des journaux gratuits indépendants de tout groupe de presse et indépendants de tout groupe d'opinion, des journaux gratuits contenant une part rédactionnelle d'au moins de 30 à 50 pour cent et réalisés par des journalistes professionnels.

Depuis le mois de mars, la crise sanitaire est devenue une crise économique, aucun secteur n'est épargné, les médias ne font pas exception. La SSR, média de service public, a reçu une aide de la Confédération d'un montant de 50 millions de francs et c'est normal. Les médias électroniques privés recevant une quote-part de la redevance ont aussi bénéficié d'un important soutien, 30 millions de francs, c'est légitime. Et l'Etat a également volé au secours des journaux payants via d'importants rabais sur la distribution par la Poste, c'est aussi compréhensible. Tous les médias du pays ont donc eu droit à une aide directe ou indirecte de l'Etat, tous, sauf les journaux gratuits régionaux dont j'ai parlé. Dans le canton de Berne, ils se comptent sur les doigts d'une main, mais ils jouent un rôle démocratique important. Est-ce normal qu'ils soient laissés à l'écart de notre solidarité ? La réponse est : non. Car les journaux gratuits ont vu leurs entrées publicitaires, vitales pour leur existence, chuter brutalement jusqu'à 80 pour cent ! Qui pourrait raisonnablement survivre longtemps en subissant une chute aussi spectaculaire de ses revenus ? Moi pas.

C'est pour mettre fin à cette inégalité de traitement crasse que je vous invite à accepter cette intervention parlementaire. Elle vise uniquement à assurer la gratuité des frais de distribution de ces journaux gratuits durant une période transitoire, et pas à leur apporter une subvention durable. Dans sa réponse, le Conseil-exécutif affirme notamment, je cite, que « la presse exclusivement financée par la publicité ou financée par d'autres sources que les abonnements – [à savoir] les journaux gratuits – est un secteur économique à mettre sur le même plan que les autres entreprises à visée commerciale », fin de citation. Cette affirmation nous semble fausse puisque les journaux gratuits régionaux en question jouent un rôle démocratique comparable aux autres médias. D'ailleurs, les dernières enquêtes d'opinion montrent à quel point les médias, tous les médias, ont joué et continuent de jouer un rôle important pour informer la population dans cette situation de crise. En ce sens, les journaux gratuits régionaux servent de lien privilégié avec la population, mais ils ne bénéficient d'aucun soutien public direct ou indirect – encore une inégalité de traitement, plus grave encore. D'autres secteurs économiques, je cite, « à visée commerciale », ont malgré tout eu droit à des aides de l'Etat, une inégalité de traitement de plus. Enfin, et c'est le plus révoltant dans sa réponse, le gouvernement cite l'exemple de TX Group, maison mère de Tamedia, qui a décidé de créer deux unités afin que seuls les journaux payants puissent percevoir des prestations d'aide aux médias. Mais il oublie de rappeler que les grands groupes de presse disposent de moyens financiers suffisants pour se permettre de mener une telle politique et qu'ils font actuellement preuve d'un cynisme qui ne peut pas servir d'exemple.

M. le chancelier, chers collègues, les journaux régionaux gratuits en question jouent un rôle démocratique important pour nos régions. Chacune et chacun d'entre vous se réjouit de pouvoir parfois s'y exprimer, ils apportent une information originale et donnent la parole à des actrices et des acteurs politiques, économiques, syndicaux, culturels, sportifs ou associatifs qui ont rarement droit de citer dans les médias nationaux, y compris d'autres journaux gratuits. Ces médias sont bien sûr

conscients des évolutions de la société, y compris sur les moyens de s'informer, mais ils tentent de s'y adapter. Mais en l'occurrence, il y a urgence à agir : faute d'une aide ponctuelle limitée à cette période extraordinaire ils disparaîtront rapidement et leurs emplois avec. Voulez-vous que bientôt, par exemple, le « Berner Bär », la « Wochen-Zeitung » de Langnau, « Region » de Berthoud ou le « Biel Bienne » disparaissent injustement ? Moi pas. Et là, ce n'est pas le journaliste qui s'exprime, mais le simple citoyen pour qui la démocratie ne peut être vivante qu'en présence de médias libres et pluralistes, des médias indépendants de tout groupe de presse, de tout groupe de pression ou de tout millionnaire. Pour toutes ces raisons, je vous invite à réserver un bon accueil à mon intervention, je me réjouis de la discussion et je me réserve aussi le droit de transformer cette motion en postulat. L'important est aujourd'hui que le canton de Berne adresse un message fort aux Chambres fédérales qui doivent bientôt débattre de la future aide à la presse et rappeler à certains que les journaux gratuits régionaux jouent aussi un rôle important pour la démocratie. Pour conclure : chers collègues, le COVID-19 nous a appris la nécessité de consommer enfin local, puisse cette crise nous amener aussi à nous informer local.

Präsident. Wir kommen zu den Fraktionen. Erster Sprecher ist Grossrat Kurt Zimmermann für die SVP-Fraktion.

Kurt Zimmermann, Frutigen (SVP). Die Motion verlangt eine finanzielle staatliche Unterstützung für Print-Gratiszeitungen, die von der Coronavirus-Krise besonders hart getroffen sind. Die punktuelle Hilfe käme jenen unabhängigen Gratiszeitungen zu, die im Kanton Bern verteilt werden und deren von professionellen Journalisten erarbeiteten redaktionellen Inhalte mindestens 30 Prozent ausmachen. Im Gegensatz zu anderen öffentlichen oder privaten Medien erhalten Gratiszeitungen mit einem rein werbefinanzierten Journalismus keine direkte oder indirekte Hilfe des Bundes und des Kantons. Im Bericht des Regierungsrates an den Grossen Rat von 2019 lehnt er eine direkte Förderung der Bezahlpresse grundsätzlich ab, aufgrund von Unabhängigkeitsüberlegungen und mit der Begründung, Marktstrukturen künstlich zu erhalten. Der Regierungsrat lehnt den Vorstoss auch ab, weil Gratiszeitungen ein Geschäftsmodell sind, das bewusst nur auf Werbeeinnahmen setzt und nicht auf Abo-Erträge. Obendrein besteht die Situation, dass mit einer staatlichen Medienförderung von Gratiszeitungen eine künstliche Vielfalt politischer Projekte geschaffen werde, die auf dem Markt keine Chance haben. Im Sinn der Gleichbehandlung müsste der Staat solche Titel ebenfalls finanzieren und unterstützen. Viele Gratiszeitungen, die primär Werbung, Promis und Stargeschichten, bezahlte Textbeiträge oder Porträts publizieren, tragen nicht allzu viel zu unserer politischen, wirtschaftlichen und gesellschaftlichen Meinungsbildung und zum Diskurs bei.

Trotz all dieser Bedenken gibt es in der SVP Stimmungen, die einer staatlichen Medienförderung in der Form eines Postulats zustimmen könnten. Die Begründung der SVP ist, dass einige Gratiszeitungen der Bevölkerung gleichwohl eine regionale, kulturelle, politische und wirtschaftliche Stimme geben, die in den nationalen Medien kaum zu Wort kommen. Erwähnt wird auch, dass die regionale Berichterstattung in einige Gebieten im Kanton Bern nur noch von Gratiszeitungen gemacht wird, die viele Menschen mit Nachrichten versorgen können, die sich kein Zeitungsabo leisten können oder keines wollen. Die SVP hat zu einer staatlichen finanziellen Unterstützung von Gratiszeitungen eine geteilte Meinung. Eine Mehrheit kann einem Postulat zustimmen, es gibt auch einige, die das Postulat ablehnen.

Pierre-Yves Grivel, Biel/Bienne (PLR). La crise sanitaire COVID-19 a touché notre pays dès le mois de mars. Malheureusement, celle-ci a d'autres conséquences aussi puisqu'elle est devenue une crise économique qui touche tous les secteurs, par conséquent aussi les médias. La Confédération a réagi, oui, la SSR, les médias électroniques, les journaux payants ont reçu une aide conséquente, bienvenue. Mais – car il y a un mais – les journaux gratuits indépendants qui utilisent aussi des journalistes professionnels n'ont, à ce jour, reçu aucune aide. Les rentrées publicitaires vitales pour ces journaux ont chuté brutalement. J'habite depuis 50 ans la ville de Bienne et j'ai vécu la création du « Biel Bienne » en 1978, un hebdomadaire bilingue gratuit, au tirage de plus de 100'000 exemplaires couvrant notre ville, notre Seeland et notre Jura bernois. Il n'est d'ailleurs pas le seul dans le canton puisqu'on en trouve encore quatre ou cinq de ce type.

Les journaux gratuits jouent un rôle important pour informer la population. Son rôle sociétal est important : le journal joue souvent le rôle de relais entre les acteurs économiques, politiques, culturels, institutionnels, voire sportifs. Le journal engage des journalistes professionnels responsables de fournir des articles rédactionnels de qualité. La presse gratuite est financée par d'autres sources

que des abonnements payants, mais elle est un secteur économique à mettre sur le même plan que les autres entreprises à visée commerciale qui, elles, sont aidées, vous le savez. Cette intervention politique demande à ce que l'on corrige cette inégalité de traitement par une aide d'urgence transitoire ponctuelle, par exemple, en assurant la gratuité des frais de distribution, et pas une subvention durable. Le groupe PLR soutient l'intervention sous forme d'un postulat, car un signal clair adressé au parlement doit être aussi fait qui va, lui, prochainement débattre de l'aide à la presse en général.

Christoph Grupp, Biel/Bienne (Grüne). Was nichts kostet, ist nichts wert, bekommt man ab und zu zu hören. Und auch wenn nicht alle dieser Gratistitel, Gratiszeitungen, tatsächlich lückenlos journalistische Perlen sind: Häufig sind sie sehr wichtig, zum Beispiel für die Region, für die sie publiziert werden. Wir wurden alle von zwei solchen Titeln angeschrieben – glaube ich –, die relativ eindrücklich darlegen konnten, welche Wichtigkeit sie in der Region haben, in der sie erscheinen. Sie sind aber auch wichtig angesichts der Tendenz, dass immer mehr Abozeitungen verschwinden. Das ist in letzter Zeit gehäuft vorgekommen. Immer mehr gibt es Regionen, die keinen spezifischen Titel mehr haben, der über die Region berichtet. Mein Vorredner, Pierre-Yves Grivel, hat das Beispiel der Zeitung «Biel Bienne» gebracht, die meines Wissens der einzige Titel ist, der regelmässig bilingue erscheint. Als redaktionell starke Regionalzeitung, mit starken redaktionellen Inhalten und auch mit einem grossen Anteil davon, ist das wirklich eine sehr spezielle Sache, glaube ich, bei der es enorm schade wäre, wenn sie nicht überleben würde. Es ist auch wichtig, weil sich nicht alle ein Abonnement leisten können, zum Teil immer weniger, weil auch die Abozeitungen gezwungen sind, ihre Abonnementskosten immer mehr hinaufzuschrauben. Sie sind weiter unerlässlich, weil es Bestrebungen gibt, auch die amtlichen Anzeiger nur noch elektronisch erscheinen zu lassen. Heute läuft gerade die Vernehmlassung aus, meines Wissens, oder jedenfalls ist eine Vernehmlassung im Gang, bei der es darum geht, ob die amtlichen Anzeiger von den Gemeinden künftig überhaupt noch in einer gedruckten Form abgegeben und publiziert werden müssen. Wenn diese verschwinden, gibt es wieder etwas weniger Nachrichten aus den Regionen, die eben zum Teil auch durch Gratiszeitungen geleistet und verbreitet werden. In diesem Sinn: Gratis ist eben manchmal auch wertvoll. Auch wenn sie die Leserinnen und Leser direkt nichts kosten sind sie wichtig.

Jetzt haben wir aber auch in verschiedenen Zusammenhängen gehört: Direkte Medienförderung, die Förderung einzelner Titel, kann auch heikel sein. Es stellen sich Fragen zur Unabhängigkeit: Ist diese noch gewährleistet, wenn man einen Titel direkt mit finanziellen Mitteln unterstützt? Erstaunlicherweise fragt man sich das offenbar weniger, wenn es um elektronische Medien geht, denn dort profitieren fast alle von einer direkten staatlichen Unterstützung. Dort hat man offenbar weniger Angst, es könnte Einfluss ausgeübt werden, zum Beispiel von der Politik. Also: Wir haben dort eigentlich schon lange eine gewisse Ungleichheit in der Finanzierung, und ich würde sagen, mit der Corona-Krise, in der es noch einmal spezielle Unterstützungen gegeben hat, muss man eigentlich schon fast von einer Ungerechtigkeit reden. Da es aber heikel ist, direkt einzelne Titel mit so und so viel Geld zu unterstützen, wäre das Modell, das in der Begründung der Motion vorgeschlagen ist, durchaus interessant: dass man sich zum Beispiel über Vertriebskosten beteiligen würde, so wie das bei den Abozeitungen ja auch der Fall ist. Weil es eben doch zwei, drei kritische Fragen dazu gibt, würden die Grünen der Umwandlung in ein Postulat ... würden wir dies dem Motionär empfehlen, und das würden wir dann auch einstimmig unterstützen als Signal an den Regierungsrat, dass es uns wichtig ist, was mit den Gratiszeitungen passiert, und dass er dies bitte sorgfältig und auch mit einer gewissen Dringlichkeit behandeln soll. Danke, wenn Sie dem folgen können.

Barbara Stucki, Stettlen (glp). In der Novembersession 2019 hat der Grosse Rat den Bericht zu den Möglichkeiten der Medienförderung im Kanton Bern mit Planungserklärungen zur Kenntnis genommen. Bei der Beratung dieses Geschäfts ging klar hervor, dass die Bedeutung der unabhängigen Medien für die Information und Meinungsbildung der Bevölkerung von grosser Bedeutung ist. Auch hat es, in meiner Erinnerung, keine Fraktion kalt gelassen, dass sich die Medienlandschaft seit Jahren merklich konzentriert. Die Grünliberalen sprachen sich schon damals gegen eine direkte Medienförderung aus, so wie auch die Mehrheit des Rates. Denn die Medien müssen zwingend unabhängig von der Politik sein, um ihre Funktion als kritische Hinterfrager wahrnehmen zu können. Der Regierungsrat wurde aufgefordert, verschiedene indirekte Fördermassnahmen zu prüfen. Die Staatskanzlei überarbeitet aktuell das Informationsgesetz (IG).

Corona hat einen grossen Teil der Wirtschaft getroffen, teilweise verheerend. Bund und Kantone haben umfangreiche Massnahmenpakete geschnürt, um die Wirtschaft zu entlasten und zu stützen. Mit dem Blickwinkel Corona sind die Grünliberalen nicht der Meinung, dass Gratismedien systemre-

levanter sind als andere Wirtschaftszweige: Aus diesem Blickwinkel lehnen wir diese Motion ab. Im Wissen, dass Gratismedien – so, wie es aktuell aussieht – nicht von den Fördermassnahmen des Bundes profitieren, würden wir aber ein Postulat grossmehrheitlich unterstützen – nicht mit dem Blickwinkel Corona-Unterstützung, sondern mit dem Blickwinkel indirekte Medienförderung und Überarbeitung des IG ganz generell. Es wäre aus unserer Sicht prüfenswert, ob der Kanton Bern die Gratismedien des Kantons Bern indirekt unterstützen und damit die Lücke des Bundes schliessen könnte. Es ist uns aber wichtig zu betonen, dass wir bei den Gratiszeitungen nicht an die grossen Player im blauen oder pinken Verteilkasten denken, sondern an die regionalen Wochenzeitungen oder an die regionalen Zeitungen, die gratis herauskommen. Zusammengefasst: Die Grünliberalen lehnen eine Motion grossmehrheitlich ab, würden einem Postulat aber zustimmen.

Philipp Kohli, Bern (BDP). Ich kann es kurz machen. Der BDP-Fraktion ist klar, dass sich durch die Corona-Krise der Rückgang der Inserate bei den Printmedien verschärft hat. Grundsätzlich haben wir uns auch gefragt: Ist die Medienförderung wirklich Sache des Kantons? Uns ist klar: Bei den französischsprachigen Medien im Kanton Bern haben wir einen Sonderfall, wie zum Beispiel auch im Kanton Graubünden mit den rätoromanischen Medien. Meine Vorrednerin hat es schon erwähnt: In der Wintersession 2019 hat der Grosse Rat vom Bericht über die Möglichkeiten zur Medienförderung durch den Kanton Bern Kenntnis genommen und hat dazu noch fünf Planungserklärungen überwiesen. Damals war klar und ist eigentlich auch heute noch klar: Eine direkte Medienförderung kommt nicht infrage, weder für den Regierungsrat noch für den Grossen Rat. Aber genau das fordert der Motionär für die Gratiszeitungen. Der Nationalrat wird sich in der Herbstsession mit möglichen Massnahmenpaketen zur Presseförderung beschäftigen, aber auch dort: Es geht um das vom Ständerat beschlossene Förderpaket für Bezahlmedien, das keine Unterstützung für Gratismedien vorsieht. Gratismedien laufen einfach nach einem anderen Geschäftsmodell, und es ist deren Entscheidung – bis jetzt war es deren Benefit, jetzt ist es halt auch ein wenig deren Risiko –, dass sie sich durch Inserate finanzieren lassen. Ob sie Journalisten und Journalistinnen beschäftigen, ist ebenfalls ihre Entscheidung und damit auch ihr Risiko. Die Fraktion hat sich selbstverständlich klar dafür ausgesprochen, dass eben Regionalblätter ihre Berechtigung haben und dass man dies durchaus in irgendeiner Form unterstützen kann, aber diese Motion – so, wie der Text vorliegt – geht ganz klar zu weit, und dem grössten Teil der Fraktion geht eigentlich auch ein Postulat zu weit. Dementsprechend beantragt Ihnen die BDP grossmehrheitlich, die Motion abzulehnen und – ebenfalls grossmehrheitlich – das Postulat abzulehnen.

Präsident. Für die Fraktion SP-JUSO-PSA, Grossrätin Mirjam Veglio.

Mirjam Veglio, Zollikofen (SP). Medien leisten einen unverzichtbaren Beitrag zur unabhängigen Information der Bevölkerung, und das ist ein ganz wichtiger Pfeiler für unsere Demokratie. Für die SP ist es deshalb grundsätzlich wirklich wichtig, Medien, die jetzt aufgrund der Corona-Pandemie in finanzielle Schwierigkeiten geraten sind, zu unterstützen. Aber wir machen auch einen Unterschied zwischen Medien, die Qualitätsjournalismus und so einen hohen Informationsgehalt haben, oder eben Medien, die sich für das Geschäftsmodell entschieden haben, sich durch Werbeeinnahmen zu finanzieren, und die nicht eigentlich einen gesellschaftlichen Auftrag erfüllen: die sogenannten Gratiszeitungen. Hier spielt Angebot und Nachfrage. Wir sind der Meinung, dass auch mit Anteilen von redaktionellen Beiträgen grundsätzlich ein Fragezeichen hinter den Informationswert von Gratiszeitungen gestellt werden muss. Wir anerkennen allerdings, dass in den Regionen Informationen zum Teil wirklich sehr nah an der Bevölkerung zur Verfügung gestellt werden. Die SP-JUSO-PSA-Fraktion lehnt aber eine Gleichstellung dieser beiden Modelle ab und will keine Unterstützung von Gratiszeitungen, oder zumindest nicht im gleichen Mass. Eine Mehrheit der SP-Fraktion lehnt die Motion klar ab. Bei einem Postulat sind wir ein wenig gespalten: Etwa die Hälfte würde einem Postulat zustimmen und das so unterstützen.

Jakob Schwarz, Adelboden (EDU). Auch die EDU-Fraktion ist sich durchaus bewusst, dass sich die Zeitungen in einer schwierigen Situation befinden. Das sind andere Branchen aber auch. Wir werden in dieser Session noch mehrere Corona-Vorstösse behandeln, die auch in anderen Sektoren kantonale finanzielle Hilfe fordern. Grundsätzlich fehlt dem Kanton Bern jedoch schlichtweg das Geld, um eigene, substanziell spürbare finanzielle Unterstützungen zu gewähren. Ausserdem ist es in allen Bereichen sehr schwierig, eine gerechte Bemessung der Hilfe zu definieren, ohne höhere Streuverluste und unerwünschte Mitnahmeeffekte zu riskieren. Es entstehen auch sofort neue Un-

gerechtigkeiten und Rechtsungleichheiten, wie wir das schon jetzt bei der finanziellen Hilfe auf Bundesebene erleben. Die EDU-Fraktion will hier kein Präjudiz für eine einzige Branche schaffen und schliesst sich deshalb der Haltung der Regierung an: Sie lehnt den Vorstoss sowohl als Motion wie auch als Postulat ab.

Markus Wenger, Spiez (EVP). Noch nie war ich mit so vielen Fake News und Behauptungen konfrontiert wie im letzten halben Jahr. Gleichzeitig –oder sogar etwas verlängert: in den letzten fünf bis zehn Jahren – wurde bei den Medien sehr viel konzentriert und die Meinungsvielfalt entsprechend ausgedünnt. Tatsächlich ist es natürlich schwierig, wenn der Kanton jetzt Medien fördern und dazu Geld zur Verfügung stellen soll. Es ist auch zu berücksichtigen, dass der Strukturwandel in den Medien nicht erst jetzt durch Corona ausgelöst wurde: Corona hat die Strukturveränderungen, die anstehen, entsprechend zum Ausdruck gebracht. Trotzdem ist es ausserordentlich wichtig, dass wir probieren, eben gerade in Zeiten von Fake News und solchen Behauptungen eine gewisse Meinungsvielfalt am Leben zu erhalten. Gerade in den Regionen leisten die Gratiszeitungen einen wertvollen Dienst. Wer schon geholfen hat, irgendwelche Veranstaltungen zu organisieren, oder wer dabei war, hat gemerkt, dass es manchmal gar nicht so einfach ist, irgendwie noch eine Berichterstattung über einen solchen Anlass auf vernünftige Art machen zu können, denn eben gerade durch die Ausdünnungen sind die grossen Medienhäuser oft nicht interessiert, über irgendwelche lokalen Ereignisse zu berichten. Aufgrund all dieser Überlegungen mit Pro und Kontra hat die EVP-Fraktion entschieden, dass sie eine Motion mit einer knappen Mehrheit ablehnen würde, aber einem Postulat zustimmt. Ich bitte Sie, es auch so zu machen.

Präsident. Nous passons aux intervenants à titre individuel, Mme la députée Maurane Riesen.

Maurane Riesen, Moutier (PSA). Je vais soutenir cette intervention sous forme de postulat. Nous sommes tous conscients de l'importance des médias gratuits dont il est question dans cette motion. Il s'agit de médias qui proposent une part non négligeable de contenus rédactionnels et qui engagent des journalistes RP. Le modèle économique de ces journaux est basé sur d'autres sources que les abonnements ce qui exclut un soutien de l'aide aux médias selon les critères du Conseil fédéral. Cette distinction est importante et justifiée dans le cadre de l'aide aux médias octroyée par l'Etat. Cependant, au vu de la particularité de la situation et de la fragilité dans laquelle se retrouvent les médias en question, je suis d'avis qu'un soutien exceptionnel, limité dans le temps, devrait pouvoir être étudié, afin d'éviter que cette partie de la presse, importante, notamment au niveau régional, ne disparaisse. Il s'agira de trouver des critères déterminants tels qu'un minimum de 30 pour cent de contenu rédactionnel, que le titre en question ait existé avant la crise du COVID-19, donc, pas qu'il puisse se créer de nouveaux titres qui voudraient profiter de cette nouveauté, et qu'une certaine part du budget soit, par exemple, attribuée à l'engagement de journalistes RP, etc. Il serait dommage pour la diversité de la presse régionale, de voir subitement disparaître les quelques titres dont il est question ici. Mais il ne doit pas être question de traiter ces titres de manière similaire à la presse écrite basée sur les abonnements. De plus, l'hebdomadaire « Biel Bienne » qui entrerait dans cette catégorie, est touché de plein fouet par la crise et est l'un des seuls titres bilingues du canton. Si d'autres médias francophones peuvent espérer un soutien en lien avec le statut particulier de la minorité francophone, les médias bilingues, qui ont un rôle important pour lier les deux communautés linguistiques dans la ville de Bienne où elles se rencontrent, devraient recevoir une attention particulière dans ce cadre. Je vous invite donc à soutenir cette intervention sous forme de postulat.

Samuel Krähenbühl, Unterlangenegg (SVP). Den meisten unter Ihnen ist wohl bekannt, dass ich auch dieser Branche angehöre – wieder angehöre –, und mein Arbeitgeber erhält Presseförderung, weil es eine Abozeitung ist. Trotzdem habe ich auf der einen Seite auf eine Art Verständnis für die Situation einiger dieser Gratistitel. Ich kenne zum Beispiel die «Wochen-Zeitung» im Emmental, die hier auch schon erwähnt wurde: Die machen es wirklich gut, das ist nicht einfach ein Schundblättchen, und sie sind schlecht dran. Trotzdem empfehle ich Ihnen, diesen Vorstoss abzulehnen, zumindest in Form einer Motion. Er hat einfach zu viele Pferdefüsse.

Erster Pferdefuss: Wenn ich diesen Text einfach als Forderung nehme, sehe ich nicht ein, weshalb zum Beispiel nicht auch die Zeitung «20 Minuten» vom Kanton Bern Presseförderung einfordern kann. «20 Minuten» erfüllt die Kriterien und hat sogar eine Redaktion in Bern. Man könnte auch die «UFA-Revue» erwähnen, auch mit Redaktion im Kanton Bern. Zweiter Punkt: Die Umsetzung wür-

de sehr schwierig. Bei einer bezahlten Zeitung haben Sie doch relativ verbindliche Aussagen bezüglich Abonnenten und WEMF-Beglaubigung. Bei den Gratiszeitungen wissen Sie das nie so genau. Drittens: Auch die Qualitätsanforderungen oder der redaktionelle Anteil sind sehr schwierig zu messen. Viertes: Das Problem an der jetzigen Situation ist eigentlich auch, dass man eben vielleicht bei den anderen Medien schon zu viel macht. Wenn ich an die «Wochenzeitung» denke – ich weiss nicht, ob Sie alle den Brief erhalten haben: Es ist wirklich schwierig für sie. Aber weshalb ist es schwierig? Weil das Regionalradio, das subventioniert wird, jetzt mit Werbung unten hineinfällt: Bei «neo1» gibt's die Werbung gleich gratis, monatsweise und so weiter. Und dort liegt eigentlich der Hund begraben. Eigentlich haben wir vielleicht schon auf Bundesebene zu wenig strenge Kriterien für die Förderung, für die Subventionen, für die Hilfen, und machen es nicht unbedingt besser, wenn wir den Gratiszeitungen jetzt auch noch Geld geben. Deshalb bitte ich Sie wirklich, die Forderung abzulehnen, zumindest als Motion, denn es kann nicht sein ... und sonst, Herr Staatschreiber, korrigieren Sie mich: Nach meinem Verständnis könnte es letztendlich sein, dass «20 Minuten», die Cashcow der Tamedia, noch am meisten dieser Gelder nimmt, und das darf einfach nicht passieren. In diesem Sinn bitte ich Sie in jedem Fall, dies als Motion abzulehnen.

Präsident. Le motionnaire a annoncé qu'il souhaite parler après le chancelier, je passe donc la parole à Christoph Auer.

Christoph Auer, Staatsschreiber. Mehrere der Redner und Rednerinnen haben es bereits gesagt: Die Medienförderungsdiskussion wurde eigentlich vor relativ kurzer Zeit bereits geführt, in diesem Parlament im letzten Jahr. Damals war die klare Meinung der grossen Mehrheit und auch des Regierungsrates, dass eine direkte Förderung der Medien nicht richtig wäre. Es wurde eine entsprechende Planungserklärung überwiesen, und entsprechend ist jetzt auch der Auftrag des Regierungsrates an die Staatskanzlei, Rechtsgrundlagen zu erarbeiten für eine höchstens indirekte Medienförderung. Das war der Stand der Medienförderungsdiskussion im letzten Jahr. Nachher kam Corona, nachher kam die dramatische Epidemie, und es ist richtig, was hier gesagt wurde: Das hatte natürlich schlimme Auswirkungen auf den Mediensektor und gerade auch auf die Gratismedien, die nur von den Inseraten leben. Auf diese hatte es ganz drastische Auswirkungen.

Der Staat – der Kanton Bern, die Regierung – hat auf diese Auswirkungen mit Notrecht reagiert, Auswirkungen auf die verschiedenen Wirtschaftsbranchen, die man mit Notrecht unterstützen musste. Er hat verschiedene Notverordnungen gemacht. Zum Mediensektor hat die Regierung keine Bestimmungen erlassen, weil sich relativ schnell herausgestellt hat, dass der Bund dort tätig wird, dass der Bund Notmassnahmen ergreift zur Stützung der Medien. Deshalb wird die Diskussion, wie die Medien aufgrund der Auswirkungen der Corona-Pandemie unterstützt werden sollen, auf Bundesebene geführt. Es wurde hier mehrfach erwähnt: Der Ständerat hat bereits entschieden. Er hat das Paket des Bundesrates noch aufgestockt, jetzt kommt der Nationalrat dran. In dieser Diskussion, die im Moment auf Bundesebene läuft, wird auch die Frage diskutiert, ob auch Gratismedien unterstützt werden sollen. Sie konnten es zur Kenntnis nehmen. Der Wille des Bundesrates und des Ständerates ist: Nein, Gratismedien sollen diese Unterstützung nicht erhalten, weil sie eben ein anderes Geschäftsmodell haben.

Wenn jetzt diese Motion überwiesen wird, dann – muss man sagen – ist es nicht eine Richtlinienmotion, mit welcher der Regierungsrat jetzt Notrecht erlassen könnte – wie der Bund –, um möglichst rasch die Gratismedien zu unterstützen. Wir haben im Moment im Kanton Bern keine Situation, in welcher man ohne das Parlament Rechtsgrundlagen erlassen kann, um die Wirtschaft zu unterstützen. Das heisst: Dieses Geschäft wird auf dem ordentlichen Weg weitergehen. Im Rahmen dieser Medienförderungsdiskussion, die dann mit dieser Änderung des IG kommt, kann man auch die Diskussion führen, ob man dort Gratismedien unterstützen will oder nur Bezahlmedien. Aber eine rasche Unterstützung, wie es der Bund jetzt für die Medien macht, eine Corona-bedingte Unterstützung, ist im Moment im Kanton Bern nicht denkbar, weil im Moment die Voraussetzungen für den Erlass von Notrecht nach unserer Auffassung nicht gegeben sind. Das heisst: Die Diskussion muss dann geführt werden, wenn Ihnen das IG unterbreitet wird. Und im Sinn eines Vorentscheids hat der Regierungsrat ja eben den einen Vorentscheid bereits getroffen: keine direkte Medienförderung – auch Ihrer Planungserklärung entsprechend. Der zweite Vorentscheid, der jetzt mit diesem Geschäft vorliegt, wäre, Stand jetzt: keine Unterstützung von Gratismedien, von Gratiszeitungen.

Der Grund dafür ist nicht, dass Gratiszeitungen weniger wertvoll wären als Bezahlzeitungen. Das mag vielleicht insgesamt in diese Richtung gehen, aber es gibt durchaus – das wurde zu Recht gesagt – auch Gratiszeitungen, die wichtige, wertvolle Informationen enthalten. Aber es ist halt einfach

ein unternehmerischer Entscheid der Verleger der Gratiszeitungen, dass sie darauf verzichten, von den Nutzerinnen und Nutzern Geld zu verlangen, dass sie also vom Publikum keine Bezahlung wollen, sondern dass sie die Zeitung gratis abgeben. Die staatlichen Mittel sind beschränkt, man kann nicht alles unterstützen. Der Kanton Bern muss gerade jetzt in dieser Zeit ganz genau schauen, wo er noch unterstützen kann, und diesbezüglich hat die Regierung denselben Entscheid getroffen wie der Bundesrat und hat gesagt: Wenn ein Unternehmen sagt: «Wir wollen kein Geld von den Nutzerinnen und Nutzern», dann ist es irgendwie auch folgerichtig, dass man nicht zum Staat geht und sagt: «Aber vom Staat wollen wir Geld.» Da sagt die Regierung: Wir müssen uns jetzt auf die Bezahlmedien beschränken und diese unterstützen, und für die Gratismedien sehen wir keine Medienförderung vor. Das ist im Moment die Haltung, die der Regierungsrat in der Medienförderungsdiskussion voraussichtlich einnehmen wird, wenn sie Ihnen unterbreitet wird.

Wie gesagt: Im Sinn einer Sofortmassnahme fehlt uns ohnehin die Rechtsgrundlage. Diese müsste man zuerst schaffen. Das könnte man nur auf dem ordentlichen Weg mit einer Gesetzesrevision machen, die Ihnen ohnehin unterbreitet wird. Die Regierung bleibt deshalb dabei, dass dieser Vorstoss abgelehnt werden sollte – als Motion abgelehnt und auch als Postulat abgelehnt werden sollte. Wie gesagt: Sie können das Thema dann ohnehin bei der Informationsgesetzgebung wieder diskutieren.

Präsident. La parole est encore une fois au motionnaire, au député Hamdaoui.

Mohamed Hamdaoui, Biel/Bienne (PDC). D'abord, merci pour cette discussion qui a permis de montrer à quel point, d'une part, il y a un attachement, je crois, sincère, pour la presse régionale gratuite, mais aussi encore passablement de malentendus. A plusieurs reprises on a parlé de « 20 minutes », mais ce n'est pas comparable. Cette proposition ne concerne que, je le dis, je le répète, les médias *indépendants* de tout groupe de presse et de tout groupe de pression, donc il est hors de question que cela concerne des journaux comme « 20 minutes » qui ne parle pas de la région, qui parle uniquement des agapes de Meghan et de Harry. Il n'y a rien de comparable dans cette histoire-là. Deuxièmement, j'ai entendu dire une chose : pour des journaux, s'ils veulent être indépendants, il ne faut pas que l'Etat les soutienne. Mais pour être indépendant, il faut avoir de l'argent. Je ne sais pas qui peut être vraiment indépendant sans avoir un tout petit peu d'argent. Troisièmement, je rappelle que c'est une situation exceptionnelle et il n'a pas été dit suffisamment fort que, en quelques jours, les revenus publicitaires, c'est-à-dire les revenus vitaux, ont baissé de 80 pour cent. Ce ne pas pour une question de mauvaise gestion ou parce que les articles étaient mauvais, c'est en raison de la conjoncture, on doit quand même se poser des questions. Et je vous rappelle aussi, ou je vous l'apprends peut-être, lorsqu'on parle d'entreprises à but commercial, que le Grand Conseil genevois, c'était vendredi, a voté un crédit important pour venir en soutien des entreprises, c'est-à-dire du commerce de détail. Alors je ne vois pas pour quelle raison est-ce que ce ne serait pas aussi possible, de temps en temps, d'imaginer que ce qui aussi contribue à notre démocratie de proximité peut être soutenu.

Au vu de toutes les discussions, je transforme la motion en postulat et je vous serais reconnaissant, M. le Président, d'attendre à ce que j'aie pu regagner ma place au fond de la salle avant de voter.

Präsident. Wir kommen zur Beschlussfassung. Traktandum 7, eine Motion von Grossrat Hamdaoui, «Gratiszeitungen in Gefahr!»: Wer die Motion ... äh, das Postulat, Entschuldigung, Entschuldigung – der Vorstoss wurde in ein Postulat gewandelt. Wer das Postulat annehmen will, stimmt Ja, wer das nicht will, stimmt Nein.

Abstimmung (2020.RRGR.167; als Postulat)

Vote (2020.RRGR.167 ; sous forme de postulat)

Der Grosse Rat beschliesst: / Décision du Grand Conseil :

Annahme / Adoption

Ja / Oui 95

Nein / Non 55

Enthalten / Abstentions 2

Präsident. Sie haben den Vorstoss in der Form des Postulats angenommen, mit 95 Ja- zu 55 Nein-Stimmen bei 2 Enthaltungen.